

Nos libertés disparaissent de plus en plus

Robert Francis Kennedy Jr.

voir article page 2

Nouvelle loi 15, qui donne la primauté à l'enfant. Loi contradictoire quand la mère peut avorter son enfant ! Où est la primauté de l'enfant ?

voir article page 6

On veut profiter des évènements mondiaux actuels pour mettre en oeuvre un «Grand Reset»

voir article page 4

Le «crédit social» chinois, dictature technologique

Depuis 2018, le gouvernement chinois a commencé à appliquer un système dit de «crédit social». Attention, ce n'est pas du tout le crédit social tel qu'enseigné par Douglas ou Louis Even; en Chine, les mots «crédit social» ont un tout autre sens: il s'agit d'un système de notation des citoyens, visant à récompenser les bons comportements et à punir les mauvais via un système de points.

Chaque citoyen se voit attribué 1000 points, qui évoluent en fonction de ses actions. Vous jetez un papier par terre? C'est une incivilité qui vous fait perdre 50 points. Mais si vous donnez de votre sang, vous gagnez 50 points. Si vous signalez la présence d'un délinquant à la police, alors vous gagnez 200 points (on encourage donc la délation). Les Chinois ayant une note trop basse se

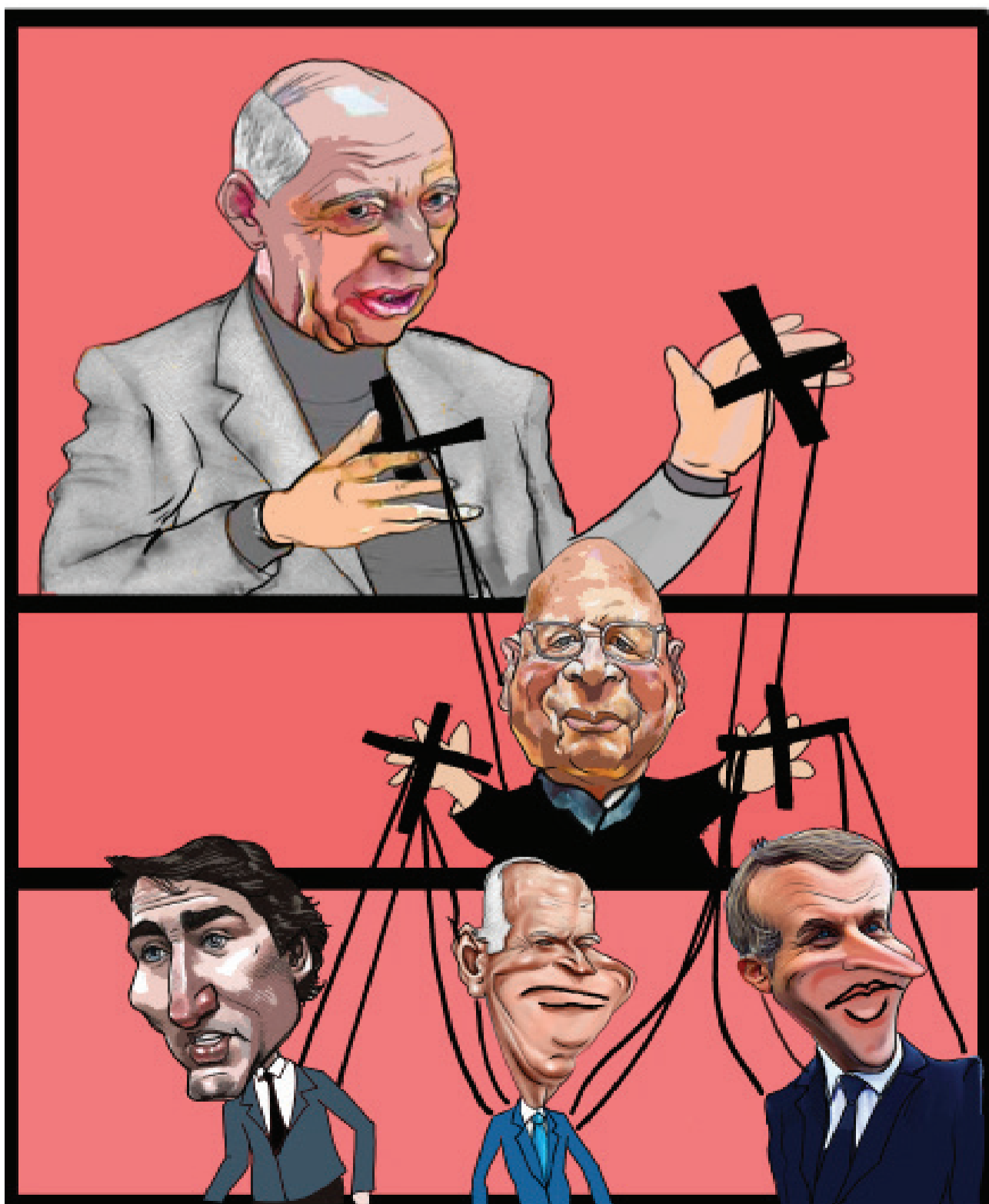
voient interdire l'achat de billets de train ou d'avion, la location d'un appartement, ou même l'accès à un compte bancaire. Le projet existe présentement dans 43 villes de Chine, et doit être totalement opérationnel à la grandeur du pays d'ici la fin de 2020.

Ce système se base sur la surveillance de masse de la population, non seulement par l'internet, mais aussi par des centaines de millions de caméras de surveillance installées partout à travers le pays. Chaque fait et geste de 1,3 milliard de Chinois sont rassemblés dans un fichier unique et individuel. Vous êtes en retard pour un rendezvous professionnel, vous avez de «mauvaises fréquentations» sur les réseaux sociaux? Votre note de «crédit social» baisse. Vous êtes un piéton et traversez la rue au feu rouge? Vous perdez 50 points, et en moins de trois secondes, une caméra vous a filmé et vous a identifié grâce à un système de reconnaissance faciale contenant tous les visages de tous les citoyens chinois. À Shenzhen par exemple, le visage et l'identité des piétons coupables sont affichés sur écran géant jusqu'au paiement de leurs amendes. Que Dieu nous délivre d'une telle dictature technocratique!

«La bataille finale portera sur la famille»

Au cours d'un entretien accordé à « La Voce di Padre Pio » en mars 2008, le cardinal Carlo Caffarra (1938-2017), archevêque de Bologne en Italie de 2003 à 2015, que lorsque le pape JeanPaul II lui fonda l'Institut Pontifical pour les Études sur le Mariage et la Famille et lui en confia la direction, il écrivit une lettre à Sœur Lucie dos Santos, la dernière survivante des trois voyants des apparitions de Notre-Dame à Fatima au Portugal en 1917, par le truchement de son évêque. «À ma grande surprise, dit-il, je recevais à peine quelques jours plus tard une lettre autographe de Soeur Lucie. Il y était écrit:

«La bataille finale entre le Seigneur et le règne de Satan portera sur le mariage et la famille. N'ayez pas peur, ajoutait-elle, car tous ceux qui travailleront pour le caractère sacré du mariage et de la famille, seront toujours combattus et contrariés de toutes les manières, parce que c'est l'enjeu décisif.» Et puis, en conclusion, elle écrivait: «Cependant, Notre-Dame lui a déjà écrasé la tête».



Nos libertés disparaissent de plus en plus

Robert Francis Kennedy Jr. (photo à droite) est un avocat américain, président de l'ONG Children's Health Defense (Pour la défense de la santé des enfants). Il est le neveu du président John F. Kennedy et troisième fils de Robert Kennedy, ministre de la Justice et candidat à la présidence des États-Unis en 1968, qui a été assassiné comme son frère John.



Dans Vers Demain de mai-juin-juillet 2020, nous avons déjà publié un texte de Robert Kennedy Jr.¹ Dans ses discours à travers le monde, M. Kennedy dénonce l'agenda derrière les mesures anti-covid (qui deviennent de plus en plus sévères: passeport vaccinal, vaccination obligatoire, etc.) parce qu'elles sont un prétexte pour nous enlever nos libertés. Nous publions ici la transcription de son discours² fait devant des milliers de personnes réunies à Milan, en Italie, le 13 novembre 2021, pour protester contre l'obligation du «green pass» (nom qu'ils donnent en Italie au passeport vaccinal, qui prouve que vous avez été vacciné contre la covid).

Selon M. Kennedy, ce green pass «n'est pas une mesure sanitaire, c'est un outil de contrôle totalitaire de vos déplacements, de votre compte bancaire, de vos mouvements, de tous les aspects de votre vie», car avec une économie de plus en plus digitalisée, et le remplacement du papier monnaie par la monnaie numérique ou électronique, chaque citoyen se verra accordé une «identité numérique» qui contiendra toutes les informations vous concernant (c'est même un projet que veut appliquer dans les prochains mois le gouvernement du Québec); sans ce fameux green pass ou autre forme d'identité numérique, vous n'aurez plus accès à votre compte de banque, ni à aucune forme d'argent. Bref, vous ne pourrez plus ni acheter ni vendre... apocalyptique, dites-vous ?

par Robert Kennedy Jr

Aucun gouvernement dans l'histoire de l'humanité n'a jamais quitté le pouvoir volontairement.

Le pouvoir qu'ils nous ont volé ces derniers mois, ils ne nous le rendront pas.

Ils ont pris notre liberté d'expression, ils ont fermé des églises, ils ont annulé les poursuites contre les multinationales, quelles que soient la négligence, l'imprudence ou la gravité des dommages qu'elles auraient causés: vous ne pouvez pas poursuivre ces entreprises.

Ils ont supprimé notre droit à la propriété aux États-Unis, en fermant des millions d'entreprises pendant un an, sans compensation et sans procédure régulière.

Ils nous ont retiré le droit d'être libre et le droit de ne pas être fouillé ou surveillé par le gouvernement. Aux États-Unis, tous ces droits sont énumérés dans notre Déclaration des droits.

Et l'un des plus importants de ces droits, outre le droit à la liberté d'expression, qui a disparu, est le droit de participer au processus législatif.

Lorsqu'un gouvernement souhaite adopter une loi, il doit la publier, la proposer, en expliquer les fondements scientifiques, en faire une analyse coûts-avantages et l'expliquer au public, afin que celui-ci puisse formuler des commentaires et organiser des audiences pour s'opposer à la loi. Des gens comme moi, qui font appel à nos scientifiques et experts, et à des études scientifiques – et tout cela est transparent. Tous ces garde-fous ont été effacés. Aujourd'hui, la loi est ce que dit un homme, le meilleur médecin d'Amérique, Anthony Fauci.

En mars 2020, Anthony Fauci a déclaré au monde que les masques étaient inefficaces, qu'ils étaient scientifiquement inutiles. Deux mois plus tard, il a ordonné à tous les Américains de porter un masque. Il ne nous a pas donné d'études scientifiques qui l'auraient fait changer d'avis. Il nous a simplement dit: c'est la nouvelle loi, faites ce qu'on vous ordonne.

Tous ces droits pour lesquels les fondateurs de notre pays sont morts, sacrifiant leurs biens et leurs moyens de subsistance, nous ont donné la Déclaration des droits, et tous ces droits, en 20 mois, ont été anéantis. Enlevés au peuple américain, et pas seulement aux Américains, il s'agit d'un coup d'état global, contre la démocratie libérale à travers la planète.

Et tous ces droits, qui nous ont été retirés par le gouvernement... on nous a dit que c'était temporaire, juste deux semaines et que tout serait fini. En fait, vous pouvez tous voir ce qui se passe: ils ont pris ces droits et ils ne les rendront jamais, à moins que nous les y obligions.

Et le green pass, c'est leur coup d'État. Le green pass est la façon dont ils consolident leur pouvoir sur vos vies.

Le green pass n'est pas une mesure sanitaire, c'est un outil de contrôle totalitaire de vos déplacements, de votre compte bancaire, de vos mouvements, de tous les aspects de votre vie.

Cette idée n'est pas nouvelle. C'est la même idée qu'ils ont utilisée en Allemagne en 1937. Ils ont délivré un laissez-passer aux personnes qu'ils voulaient contrôler. Et lorsque le gouvernement sud-africain d'apartheid a voulu contrôler la population noire d'Afrique du Sud, quelle est la chose

la plus importante qu'il a faite? Ils ont délivré un laissez-passer.

Je voudrais demander, à toutes les personnes de la presse qui sont ici aujourd'hui: si le green pass concerne la santé publique, pourquoi n'est-il pas délivré par le ministère de la santé? Il est émis par le ministère des finances. Pensent-ils que nous sommes stupides ?

C'est une façon de contrôler votre argent. Une fois que vous avez votre green pass, et qu'eux ont la monnaie numérique, si quelqu'un vous dit de ne pas sortir de Milan, et que vous partez en voyage à Bologne, votre argent ne fonctionnera pas à Bologne. Si le gouvernement vous dit «n'achetez pas de pizza», il peut faire en sorte que votre green pass vous empêche de payer une pizza dans une pizzeria. Ils peuvent contrôler tous les aspects de votre vie.

Ils vous disent: nous avons fait un green pass, pour nous assurer que tout le monde est vacciné. Mais ils l'admettent: les vaccins n'empêchent pas la transmission. Le vaccin ne vous empêche pas de contracter la maladie. Le vaccin ne peut pas arrêter la pandémie. Alors pourquoi ont-ils besoin que nous soyons vaccinés, si le vaccin n'arrête pas la transmission?

Je ne parlerai des vaccins que deux minutes. Les gens disent que je suis contre les vaccins. Je ne suis pas contre les vaccins. Je suis juste contre les mauvais vaccins. Je ne vais pas vous dire ce que pense Robert Kennedy. Je vais vous dire ce que Pfizer a dit à la FDA américaine. Pfizer est la seule société à avoir un vaccin approuvé aux États-Unis. Pfizer était censé mener une étude de trois ans, mais elle a été raccourcie à six mois, et le vaccin a été administré au groupe témoin.

Pourquoi ont-ils terminé l'étude en six mois seulement? Parce qu'ils ont appris que les anticorps disparaissent au bout de six mois, et que le vaccin ne protège plus. Ils ont donc réduit l'étude à six mois au lieu de trois ans. Ils ont pris toutes les données qu'ils avaient pour ces six mois et les ont données à la FDA.

Le tableau le plus important est celui qui indique toutes les causes de décès: combien de personnes sont mortes dans le groupe vacciné, combien de personnes sont mortes dans le groupe placebo, au cours de ces six mois... Ce tableau est appelé S4. Vous pouvez y aller et vérifier.

Voilà ce que disent les chiffres. Il y avait 22 000 personnes dans le groupe vacciné: en six mois, une personne est morte du COVID. Il y avait 22 000 personnes dans le groupe placebo: deux sont mortes du COVID, en six mois. Cela a permis à Pfizer de dire au public américain que le vaccin est efficace à 100 % – parce que 2 est 100 % de plus que 1.

1 <https://www.versdemain.org/articles/debats-de-societe/item/agenda-mondial-des-vaccins-de-gates>

2 <http://www.benoit-et-moi.fr/2020/2021/11/17/robertkennedy-jr-a-milan-si-je-veux-mourir-pour-cela-je-mourraisur-le-terrain/>

La plupart des Américains et des Italiens, lorsqu'ils entendent dire que le vaccin est efficace à 100%, pensent «si je me fais vacciner, j'ai 100% de chances de ne pas mourir du COVID». Ce n'est pas ce que ça veut dire. Cela signifie qu'il faut inoculer 22 000 vaccins pour protéger une personne contre le décès dû au COVID. Cela signifie qu'ils doivent s'assurer que le vaccin lui-même ne tue pas une seule personne – car s'il en tue une, tout le bénéfice est annulé.

C'est le point le plus important: dans le groupe vacciné, 20 personnes sont mortes de diverses causes au cours des 6 mois. 20 personnes sur 22 000. Dans le groupe témoin, seules 14 personnes sont décédées, toujours sur 22 000. Cela signifie que si vous vous faites vacciner, vous avez 48 % plus de chances de mourir dans les six mois qui suivent que si vous ne vous faites pas vacciner.

Ce sont les chiffres de Pfizer, pas les miens. (...)

La seule raison pour laquelle les gens ne comprennent pas ce que j'ai dit, et continuent à soutenir les vaccins, est la manipulation de la peur.

C'est une simple question de mathématiques. Si on y regarde de plus près, on a plus peur du vaccin que du COVID. Mais le gouvernement et les entreprises pharmaceutiques ont une méthode pour éteindre le cerveau des gens, de sorte qu'ils ne sont plus capables de faire de simples calculs.

Et cet outil est la peur. La peur paralyse notre esprit critique. Elle nous fait croire que faire ce qu'ils nous ordonnent de faire est le seul moyen de sauver nos vies. Ça s'appelle le syndrome de Stockholm. Les geôliers ont verrouillé une nation entière pendant un an, les gens deviennent reconnaissants envers leurs bourreaux et croient que la seule façon de vivre la vie est l'obéissance absolue.

Je ferai une dernière remarque. Combien de personnes ici ont entendu parler de l'Event 201? Si vous n'en avez jamais entendu parler, vous devriez aller voir sur YouTube.

L'Event 201 était une simulation d'une pandémie de coronavirus qui s'est déroulée à New York en octobre 2019. Nous savons maintenant que le COVID circulait à Wuhan le 12 septembre 2019. Donc, un mois plus tard, il y a une simulation de pandémie de coronavirus à New York. Les participants étaient des entreprises de médias sociaux, les médias, Johnson & Johnson, la grande entreprise de vaccins, et la con-

férence était animée par trois personnes: Bill Gates, George Gale, qui était directeur du Centre chinois de contrôle des maladies, et Avril Haines, directrice adjointe de la CIA. Avril Haines est actuellement l'espionne numéro un des États-Unis, elle est à la tête de l'Agence de sécurité nationale de Joe Biden: elle est passée d'Event 201 à l'espionne la plus haut placée de notre pays.

Levez la main si vous pensez que la CIA est une agence de santé publique. J'ai été surpris. Parce que la CIA ne s'occupe pas de la santé publique. La CIA s'occupe de coups d'état. Entre 1947 et 2000, la CIA a été impliquée dans 73 coups d'État, la plupart contre des démocraties, soit un tiers des pays du monde.

Si vous regardez l'Event 201, il n'y a pas eu de discussion sur la santé publique. Personne n'a parlé de la façon d'administrer la vitamine D aux gens, ou comment faire perdre du poids aux gens, comment faire en sorte qu'ils mangent bien, comment mettre les malades en quarantaine, comment préserver les droits constitutionnels... pas un mot n'a été dit sur la santé publique.

Par contre, ils ont discuté de la manière d'utiliser la pandémie comme un prétexte pour imposer un contrôle totalitaire et déconstruire la démocratie.

Ils ont passé un quart de journée à discuter de la manière de s'assurer que personne ne soit autorisé à diffuser la nouvelle selon laquelle le coronavirus pandémique est produit en laboratoire. Ceci en octobre 2019...

Ils ont parlé de la façon d'enfermer la population. Comment forcer la fabrication de vaccins expérimentaux. Comment s'assurer que les Noirs ne commencent pas à résister, car dans notre pays, les Noirs sont très méfiants à l'égard du corps médical... Ils étaient très inquiets de les voir résister.

Lorsque j'ai fait des recherches pour mon livre, j'ai découvert que l'Event 201 ne s'est pas produit qu'une seule fois. Nous avons trouvé 20 simulations différentes de pandémie à partir de 2000. Une chose qu'elles avaient en commun : Bill Gates était impliqué. Tony Fauci était impliqué. Et dans chacune d'elles, la CIA était impliquée. La CIA a écrit le scénario. Des responsables de haut niveau de la CIA ont participé à chacune des simulations de pandémie.

Elles ont impliqué des centaines de milliers de personnes. Elles étaient conduites secrètement. Elles utilisaient des opérateurs de première ligne, des policiers formés, des

systèmes hospitaliers, des entreprises de services publics, en Europe, en Italie, en Allemagne, au Canada, en Australie, tous en même temps, pour apporter une réponse à la pandémie qui n'était pas une réponse de santé publique. C'était l'utilisation de la pandémie pour autre chose.

Ainsi, ils se sont exercés encore et encore et encore: comment utiliser la pandémie comme prétexte pour imposer un contrôle totalitaire et détruire la démocratie libérale sur toute la planète.

L'une des expériences qu'ils ont trouvées est celle de Milgram, une expérience de la CIA datant de 1961. La CIA a découvert que si un médecin puissant ordonne aux gens de faire quelque chose de mal, quelque chose qui viole leur conscience, qui viole leurs valeurs fondamentales, 67 % des gens obéiront à l'autorité plutôt qu'à leurs propres valeurs. 67% des personnes ont été hypnotisées par la peur et amenées à obéir à une figure d'autorité. Cependant, 33% des personnes n'obéissent pas. Et vous êtes les 33%.

Notre travail consiste à partir aujourd'hui et à tendre la main à nos frères et sœurs, les personnes qui sont encore hypnotisées, et à leur dire que nous nous battons pour leur liberté jusqu'à ce qu'ils soient capables de se battre pour eux-mêmes.

En partant aujourd'hui, nous devons tendre la main aux 67% de frères et sœurs qui sont encore hypnotisés, et nous devons leur dire : vous devez aimer votre liberté plus que vous ne craignez un germe.

Cette année, nous avons assisté à la destruction de la Constitution américaine. Cette Constitution a été écrite par un groupe de personnes qui ont compris qu'il y a des choses pires que la mort. Et qui ont mis leur vie en jeu, leurs biens, leurs carrières, leurs moyens de subsistance, pour se battre pour la liberté et pour ces droits que nous avons perdus au cours des 20 derniers mois.

Maintenant, il est de notre devoir, du devoir de chacun dans cette foule, de sortir, de se battre, de résister, de tenir bon. Pour reprendre notre gouvernement, pour reprendre nos vies, pour reprendre notre liberté, pour nos enfants, pour notre pays, et pour toutes les générations futures.

Je peux vous dire ceci : je me tiendrai à vos côtés, et si je dois mourir pour cela, je mourrai sur le terrain.

Robert F. Kennedy Jr.

Robert Kennedy Jr. s'adressant à la foule à Milan en Italie le 13 novembre 2021



Le Grand Reset, réalité ou théorie du complot?

par Alain Pilote

Dans le numéro de Vers Demain d'octobre-novembre-décembre 2020¹, en page 36, nous avons publié un article sur le «Great Reset», ou la «Grande Remise à Zéro», le projet de Klaus Schwab, fondateur du Forum économique mondial de Davos, pour détruire la classe moyenne et transformer de bout en bout le système économique actuel, pour en venir à une forme de communisme à l'échelle mondiale, où toute propriété privée serait abolie.

Plusieurs chefs d'État ont apporté leur appui à ce projet, et quand certains médias reconnaissent l'existence de ce Grand Reset, c'est pour en faire les louanges et dire que c'est un projet qui n'apportera que des bienfaits pour l'humanité et assurera la survie de la planète en réduisant la consommation, la pollution, les émissions de CO2 (dioxyde de carbone). Cependant, ces mêmes médias passent sous silence les aspects les plus sombres du «Grand Reset», et dénoncent comme partisans de «théories du complot» ceux qui disent du mal de ce Grand Reset. Et pourtant, si on lit de près les écrits de Klaus Schwab, ce projet machiavélique du «Grand Reset» est bel et bien une réalité, que les «grands» de ce monde voudraient imposer à l'humanité.



Tout d'abord, dans un article daté du 25 janvier 2021 intitulé «Conspiration? Quelle conspiration?»², l'abbé Dwight Longenecker (photo de gauche), un prêtre américain, donne quelques réflexions sur le sujet:

«Qu'est-ce qui constitue une théorie du complot? L'un des principaux composants est qu'elle propose une version alternative de la vérité combinée à des personnages puissants et sombres qui sont dans les coulisses tirant les ficelles de leurs marionnettes afin d'inaugurer une nouvelle situation néfaste dans laquelle ils ont un pouvoir total. L'autre trait d'une théorie du complot est la capacité de ses adhérents à faire des liens entre différents éléments et conclure à des plans que les gens non informés ne voient pas.... Le temps passe, et la plupart de ces théories s'avèrent sans fondement. De nouvelles théories du complot surgissent toujours pour remplacer celles qui sont dépassées. Par conséquent, j'en suis venu à me méfier de toutes les théories du complot..»

1. <http://www.versdemain.org/articles/debats-de-societe/item/apres-l-ecroulement-de-l-economie>
2. dwightlongenecker.com/conspiracy-wath-conspiracy/
3. <https://www.youtube.com/watch?v=rsCz7TLa4hs>

«Cependant – et c'est un gros “cependant” – quelque chose n'est pas une théorie du complot lorsque les conspirateurs parlent ouvertement de ce qu'ils font, et il se passe beaucoup de choses dans notre société aujourd'hui pour lesquelles (si vous en parlez) on peut vous reprocher d'être un théoricien du complot. Il est normal de reconnaître ces choses et nous devrions en parler, mais nous devons rester équilibrés et calmes et parler de faits et pas seulement de théories folles.

«Considérons donc quelques-unes de ces théories: Existe-t-il un groupe de personnes qui manœuvrent pour la domination et le contrôle de la planète? Oui, et ce n'est pas un secret, et ces personnes ne s'en cachent pas. Ils publient le fait qu'ils se rencontrent. Les Nations unies sont un groupe de puissance mondiale... ainsi que l'Organisation mondiale de la santé, le Forum économique mondial, la Banque mondiale, pour n'en nommer que quelques-uns.

«Ont-ils un plan pour la domination du monde? Oui, cela s'appelle la “grande réinitialisation” (Great Reset). Encore une fois, ce n'est pas un secret. Ils ont publié des vidéos, livres et brochures à ce sujet. Le “Great Reset” a même été présenté sur la couverture du magazine TIME (édition internationale du 23 octobre 2020). Ils sont clairs sur leur volonté de refaire l'économie mondiale. Le secrétaire d'État de Biden, John Kerry, a déclaré que cela se produirait rapidement. Biden est leur homme. Le Parti démocrate soutient le Grand Reset. (Le slogan de la campagne de Biden, “Build back better — rebâtir mieux”, reprend mot à mot un slogan du Grand Reset.) Ce n'est pas une théorie du complot, car elle est mentionnée ouvertement par tous ces grands personnages.

«Cette élite mondialiste a-t-elle vu Donald Trump avec son programme “America First” (les États-Unis d'abord) comme le principal obstacle à leurs plans? Encore une fois, ce n'est pas un secret. Pendant quatre ans, ils ont tout fait pour se débarrasser de lui...

«Reconnaître des choses qui sont dites publiquement et ouvertement n'est pas se livrer à des théories du complot. Y a-t-il des gens riches et puissants qui complotent pour devenir plus riches et plus puissants? Bien sûr que oui. C'est ce que font les gens riches et puissants. C'est ce que les gens riches et puissants ont toujours fait. Se rencontrent-ils dans les coulisses, contrôlant les finances, contrôlant les communications et manipulant les gens avec du chantage et des pots-de-vin? Bien sûr. C'est ce que font les gens riches et puissants. C'est pourquoi ils

sont riches et puissants. Travaillent-ils avec d'autres personnes riches et puissantes en concluant des accords en coulisses, en planifiant les choses en secret afin d'obtenir plus de contrôle et plus de richesse? Oui. Ce n'est pas un secret. C'est ce que font les gens riches et puissants. Sont-ils en union avec Satan, travaillant sa volonté dans le monde pour contrôler ce monde? Oui et encore, ce n'est pas un secret.»

Le 4 décembre 2020, dans une interview vidéo³ faite par la chaîne Rebel News, Jason Kenney (photo à droite), le premier ministre de l'Alberta, une province canadienne, explique:



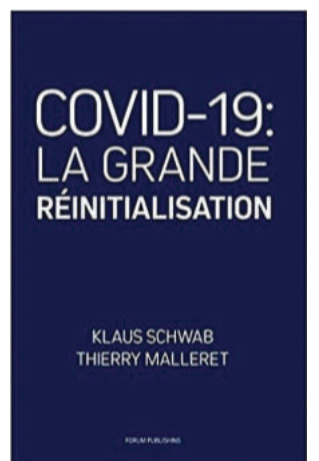
«On m'a demandé: “Quelle est votre position sur le Grand Reset que les Libéraux (du premier ministre canadien Justin Trudeau) veulent mettre en place?” Eh bien, je vais vous dire tout d'abord: qu'est-ce que ce Grand Reset? Pierre Poilievre, le critique fédéral conservateur en matière de finances, a récemment soulevé des inquiétudes au sujet de ce Grand Reset, puis il a été attaqué par certains journalistes dans les médias et par les Libéraux pour avoir prétendument fait circuler des théories du complot.

«En fait, le Great Reset est bel et bien le titre d'un livre écrit par l'un de ses plus éminents défenseurs, qui s'appelle Klaus Schwab, qui m'a envoyé une copie de son livre, et je suppose qu'il

a aussi envoyé une copie à chaque chef de gouvernement autour du monde. La théorie de Klaus Schwab, dans son livre, est que les gouvernements, les sociétés, le monde, devraient, je cite: «saisir l'occasion de cette crise sanitaire et économique pour repenser le monde et changer radicalement les politiques.»

«De quelles façons? Je les décrirais comme un grand sac rempli d'idées de la gauche, avec moins de liberté et plus de gouvernement, plus d'interventions gouvernementales, pour des politiques qui je pense créeraient une pauvreté massive...

«En passant, Klaus Schwab est le président et fondateur du Forum économique mondial, également connu sous le nom de



La version française du livre de Schwab est sortie en septembre 2020

Sommet de Davos; je l'appelle le plus grand rassemblement d'hypocrites mondiaux de l'histoire. C'est un petit village de ski en Suisse et à chaque année, en février, je pense, quelques milliers de personnes très riches, beaucoup de milliardaires, millionnaires, PDG de sociétés multinationales et des politiciens vont à Davos en Suisse, avec des centaines d'avions privés, et ils passent une semaine à essentiellement faire la leçon au reste du monde...

«Donc non, je ne vais prendre aucune directive politique de Klaus Schwab ou de son entourage. Et ce que je trouve offensant est que ce que nous appelons le Grand Reset n'est pas une théorie du complot, mais un ensemble de propositions concrètes préconisées par quelques personnes très influentes, y compris le premier ministre Trudeau, qui apparemment y a fait clairement allusion, il a cité la théorie de Schwab dans un discours qu'il a prononcé devant les Nations unies il y a quelques mois.

«Ce n'est donc pas une théorie du complot d'en parler. Ces personnes sont celles qui le préconisent (le Grand Reset), et je pense qu'il est parfaitement légitime pour un dirigeant démocratiquement élu comme moi de dire: non, pas question! Nous n'allons pas exploiter ou profiter d'une crise (comme le coronavirus par exemple) pour faire avancer un agenda politique. Pourquoi ne pas justement se concentrer sur cette crise pour protéger les vies et le gagne-pain des gens, pour les aider à traverser cette crise, à redémarrer certaines des centaines de milliers d'entreprises qui auront fait faillite, au lieu d'exploiter la crise pour imposer aux sociétés démocratiques tout un tas d'idées politiques socialistes vouées à l'échec...»

D'ailleurs, il est trompeur pour Schwab d'appeler son projet la «Grande réinitialisation» ou «remise à zéro», comme si tout allait redevenir comme avant, comme lorsqu'on appuie sur le bouton «reset» d'une machine pour la remettre à son état d'origine. «Great Reset» est une étiquette qui n'indique pas le contenu véritable du projet de Klaus Schwab. Au contraire, un retour à la normale, à l'état d'avant la covid-19, n'est pas du tout l'objectif de Schwab: il dit bien que rien ne sera plus comme avant, que l'économie doit d'abord s'effondrer (ce qui se passe actuellement avec les confinements prolongés). Il faudrait plutôt appeler son projet la «grande transformation», ou même la «grande révolution».

Le socialisme et le communisme sont voués à l'échec; l'expérience du siècle passé, en Union soviétique par exemple, en est la preuve flagrante. Mais c'est pourtant ce que Klaus Schwab propose, en déclarant que d'ici dix ans, «les gens ne posséderont plus rien, mais qu'ils en seront heureux!» Selon Schwab, toute entreprise privée aura

disparu, les gens recevront un montant du gouvernement (sous forme de monnaie numérique, le papier-monnaie ayant été éliminé), mais sans la liberté de posséder quelque chose ou d'administrer une entreprise. Sans aucune autre source de revenu, les gens seront devenus les esclaves de l'État.

C'est comme un cheval attaché avec la corde au cou dans une étable: il a un repas garanti chaque jour, mais aucune liberté. C'est tout le contraire du dividende du crédit social de Clifford Douglas et Louis Even, tel qu'enseigné par Vers Demain, qui respecte la liberté et la propriété privée, et ferait de chaque citoyen un véritable capitaliste, propriétaire d'un capital réel formé de l'héritage des richesses naturelles et des inventions des générations passées.

Loin de souhaiter la disparition de la propriété privée, l'Église catholique, dans sa doctrine sociale, souhaite plutôt sa diffusion la plus large possible pour tous, que tous

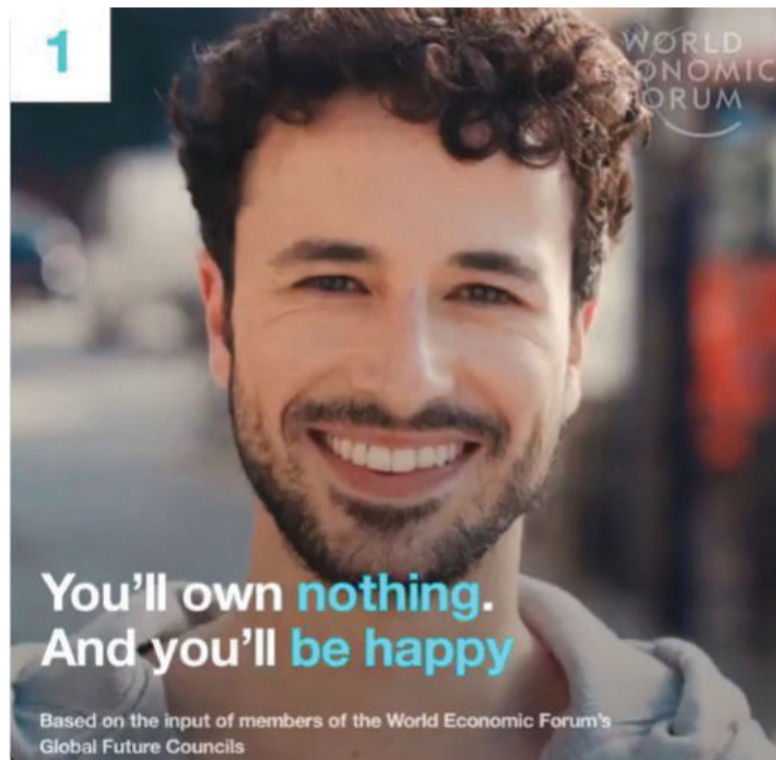


Image tirée d'une vidéo publicitaire faite par le site internet officiel du Forum économique mondial: "Vous ne posséderez rien, mais vous serez heureux"

soient propriétaires d'un capital, soient réellement «capitalistes», comme le rapporte cette citation du pape saint Jean XXIII tirée de son encyclique Mater et Magistra (n. 144-115):

«La dignité de la personne humaine exige normalement, comme fondement naturel pour vivre, le droit à l'usage des biens de la terre; à ce droit correspond l'obligation fondamentale d'accorder une propriété privée autant que possible à tous... (Il faut) mettre en branle une politique économique qui encourage et facilite une plus ample accession



à la propriété privée des biens durables: une maison, une terre, un outillage artisanal, l'équipement d'une ferme familiale, quelques actions d'entreprises moyennes ou grandes.»

Ce que Schwab propose, ce n'est pas le crédit social de Douglas et Louis Even, mais le «crédit social chinois», le système de contrôle mis en place par la Chine communiste, qui surveille 24 heures sur 24 tous les citoyens par caméras et autres systèmes électroniques.

Et ce qui est encore plus inquiétant, c'est que Schwab ne vise pas seulement à transformer l'économie et notre façon de vivre, mais aussi les êtres humains dans leur intégrité physique, en les fusionnant avec les ordinateurs, l'intelligence artificielle, en allant même jusqu'à dire qu'on pourra communiquer avec d'autres personnes par la pensée, avec l'aide de puces intégrées à notre cerveau. Cela semble de la science-fiction, mais c'est ce que Schwab a écrit textuellement dans son livre sur la quatrième révolution industrielle, publié en 2016, et il le mentionne aussi clairement dans une entrevue donnée à la télévision publique suisse⁴. (4) C'est ce qu'il appelle le «transhumanisme», l'être humain étant devenu à moitié humain, à moitié machine.

Que Dieu nous préserve d'une telle transformation de l'homme et de l'économie, d'un tel «Grand Reset»! Le «reset» ou changement nécessaire, c'est le crédit social de Douglas (aussi appelé démocratie économique), et non le crédit social chinois accompagné du «grand reset» de Klaus Schwab et du Forum économique mondial. Comme l'écrit Louis Even dans l'article qui suit, ce qu'il faut, c'est le capitalisme pour tous, et non le communisme.

Alain Pilote

⁴ <https://www.youtube.com/watch?v=FPaWt9agYoY>

Ils réaliseront leurs plans dictateurs si le peuple reste ignorant !

Québec remet en question la primauté parentale

Non M. Legault, l'enfant n'appartient pas à l'État

par Alain Pilote

Le 1er décembre 2021, Lionel Carmant, ministre québécois délégué à la Santé et aux Services sociaux, et membre du gouvernement du premier ministre du Québec François Legault, présentait en conférence de presse le projet de loi 15 pour une réforme de la loi sur la Protection de la Jeunesse, pour faire suite aux recommandations de la Commission Laurent, déposées six mois plus tôt.

Cette commission avait été créée à la suite du décès en avril 2019 d'une fillette de 7 ans de Granby, morte à l'hôpital après avoir été retrouvée ligotée dans la résidence familiale. Des enquêtes avaient montré par la suite que la DPJ (Direction de la Protection Jeunesse), censée protéger les enfants de violences familiales, était au courant depuis plusieurs mois de la situation de cette famille, mais avait failli à intervenir.

Le 23 mars 2021, le ministre Carmant avait été interrogé par la journaliste Anne-Marie Dussault de la télévision de Radio-Canada, pour savoir quelles suites il donnerait à ce rapport de la Commission Laurent. Voici des extraits de cet interview publié sur le site internet de Radio-Canada, sous le titre «DPJ: Québec pourrait revoir le principe de la primauté parentale»¹:

Mme Dussault: «Il y a une remise en question fondamentale sur la primauté du lien familial biologique; la remise en question, c'est de dire il faut avoir une famille stable, aimante, mais ça, ça veut dire un méchant coup de barre et confronter des gens qui défendent une idéologie qui n'est peut-être pas adaptée pour les enfants. M. Carmant, êtes-vous prêt à remettre ça en question?»

M. Carmant: «Oui, tout à fait. On l'a dit, il faut que ce soit le bien-être de l'enfant qui prime; la science nous montre également que les choses ont changé, on n'a pas besoin que ce soit la famille biologique nécessairement, il faut que l'enfant soit dans un environnement aimant... donc c'est ça qui va vraiment faire avancer nos travaux cet automne.»

Voilà des mots qui laissent songeur, on remet en question la primauté parentale, le fait que les parents naturels, biologiques, soient les premiers responsables de l'éducation de leurs enfants. La journaliste dit que penser ainsi, c'est «défendre une idéologie qui n'est pas adaptée pour les en-

fants», et le ministre répond que «la science nous montre également que les choses ont changé, on n'a pas besoin que ce soit la famille biologique nécessairement.»

«La primauté de l'intérêt de l'enfant»

Ces paroles ont soulevé beaucoup d'inquiétude parmi les familles, à savoir si Québec allait remettre en question le principe de la primauté parentale. Eh bien, la conférence de presse du ministre Carmant le 1er décembre n'a pas dissipé ces craintes, mais les a plutôt confirmées. On ne parle plus de primauté parentale, mais de la «primauté des intérêts de l'enfant». Le ministre a déclaré:

«L'élément clé de ce projet de loi vise à placer l'intérêt de l'enfant au centre, comme élément prioritaire de toute décision le concernant... Ça ne veut pas dire que les parents n'ont plus leur rôle à jouer. Bien au contraire, ils demeurent des acteurs principaux dans le développement et le bien-être de leurs enfants. Nous sommes et serons toujours là pour appuyer les familles vulnérables. Cependant, et j'insiste lourdement, le bien-être de l'enfant est ce qui doit être considéré en premier lieu.

«Donc, notre projet de loi vise, entre autres, à renforcer la primauté de l'intérêt de l'enfant et le respect de ses droits... au chapitre II (de l'ancienne loi sur la Protection Jeunesse), il y avait une confusion qui persistait, qui altérait parfois les décisions. On y disait: Oui, l'intérêt de l'enfant est primordial, mais il faut toujours tendre au retour vers la famille. Donc, ça, on vient clarifier ça. Oui, c'est important, la famille, mais seulement si c'est dans l'intérêt principal de l'enfant. Donc, ça, ça vient vraiment clarifier les choses.»

Ce que veut dire le ministre Carmant, c'est que l'article 2.2. de l'ancienne loi est tout simplement supprimé dans le nouveau projet de loi. Cet article 2.2 se lisait comme suit: «la responsabilité d'assurer le soin, l'entretien et l'éducation d'un enfant et d'en assurer la surveillance incombe en premier lieu à ses parents.» Voilà donc un «obstacle» d'éliminé dans l'optique du ministre.

Pour ceux qui n'auraient pas encore compris le but de ce projet de loi, le premier ministre François Legault a publié ceci sur sa page Facebook, le 2 décembre 2021:

«C'est une journée historique! Mon collègue, le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, Lionel Carmant, a déposé aujourd'hui le projet de loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse.

«Il y a 2 ans, on a vécu un drame horrible

avec le décès de la petite fille de Granby dans des conditions atroces. On s'est promis qu'il y aurait un avant et un après Granby. On s'est engagé à donner suite aux recommandations du rapport de la Commission Laurent et aujourd'hui on livre la marchandise.

«Dorénavant, on va mettre l'intérêt de l'enfant en premier, avant sa famille biologique.»

À l'État, ou aux parents?

Et si ces fonctions n'incombent plus aux parents biologiques, à qui incombent-ils? À l'État, à des étrangers? C'est ce que le nouveau projet de loi prévoit, en facilitant l'adoption des enfants par une nouvelle famille d'accueil. Mais qui est apte à décider ce qu'est «le meilleur intérêt» des enfants? L'État, ou les parents biologiques? L'enfant appartient-il à l'État, ou aux parents? Selon la philosophie communiste, l'enfant appartient à l'État, et plusieurs juges de la province de Québec n'hésitent pas à le mentionner dans leurs jugements.

Pourtant, l'enseignement de l'Église — et le gros bon sens — nous disent le contraire. Le principe de subsidiarité — un des quatre principes de base de la doctrine sociale de l'Église — enseigne que les parents ont préséance sur l'État, et que les gouvernements ne doivent pas détruire les familles ni l'autorité des parents. Bref, comme l'Église l'enseigne, les enfants appartiennent aux parents, et non à l'État:

«Aussi bien que la société civile, la famille est une société proprement dite, avec son autorité et son gouvernement propre, l'autorité et le gouvernement paternel... La société domestique a sur la société civile une priorité logique et une priorité réelle... Vouloir donc que le pouvoir civil envahisse arbitrairement jusqu'au sanctuaire de la famille, c'est une erreur grave et funeste... L'autorité paternelle ne saurait être abolie, ni absorbée par l'État... Ainsi, en substituant à la providence paternelle la providence de l'État, les socialistes vont contre la justice naturelle et brisent les liens de la famille.» (Léon XIII, encyclique *Rerum novarum*, n. 12-14)

Dire que l'enfant appartient à l'État et non aux parents est une philosophie qui est malheureusement répandue de plus en plus dans nos sociétés, et on dit même que les enfants doivent être retirés dès leur plus jeune âge de «la mauvaise influence» de leurs parents, pour recevoir à la place l'influence, la pensée de l'État. C'est ainsi qu'on pousse pour placer les enfants dès le plus bas âge dans les garderies * ou bien non seulement à la maternelle, mais à la prématernelle. C'est ainsi que le président américain Joe Biden annonçait en octobre dernier, dans son plan de relance de 1750 milliards, un accès gratuit à la prématernelle pour tous les enfants de 3 à 4 ans.



Lionel Carmant

¹ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1779281/loi-protection-jeunesse-dpj-enfants-carmant-laurent>, (voir à partir de 15 minutes 25 secondes et 18 min 15 sec)

Les Protocoles de Toronto



Serge Monast

Le Canadien Serge Monast, journaliste d'enquête décédé en 1996, avait publié en 1995 un document intitulé «Les Protocoles de Toronto», où il dévoile une rencontre des hautes instanc-

es de la franc-maçonnerie anglo-saxonne à Toronto en juin 1967 pour la mise au point du plan de la «Chute des Nations» et l'établissement d'un Nouvel Ordre Mondial. Cette réunion secrète, hautement confidentielle, est organisée par les «6.6.6.» (c'est ainsi qu'ils se nomment eux-mêmes), c'est-à-dire ceux qui dirigent les 6 plus grandes banques mondiales, les 6 plus grands consortiums énergétiques de la planète, et les 6 plus grands consortiums de l'agro-alimentaire. Voici ce que ce document dit au sujet des «bureaux pour la Protection de l'Enfance» et la destruction de l'autorité parentale:

«Pour la réussite de notre Plan Mondial (le Plan Rouge), il nous faut faire implanter dans toutes les sociétés occidentales des années 70, des «Bureaux pour la Protection de l'Enfance» dont les fonctionnaires (de jeunes intellectuels sans expérience, fraîchement sortis d'universités où sont mis en évidence nos principes mondialistes), feront respecter à la lettre, sans discernement, la «Charte des Droits de l'Enfant». Qui osera s'opposer à cela sans en même temps être identifié aux barbaries du Moyen-Age?

«Cette «Charte» laborieusement mise au point dans nos «Loges», nous permettra enfin de réduire à néant toute autorité parentale en faisant éclater la famille en individus farouchement opposés les uns aux autres pour la protection de leurs intérêts personnels. Elle encouragera les enfants à dénoncer des parents trop autoritaires parce que trop traditionnels, trop religieux. Elle contribuera ainsi à soumettre les parents à une «psychose collective de la peur»; ce qui provoquera inéluctablement, d'une manière générale dans la société, un relâchement de l'autorité parentale. Ainsi nous aurons réussi, dans un premier temps, à produire une société semblable à celle de la Russie des années 50' où les enfants dénonçaient à l'Etat leurs parents, et cela sans que personne ne s'en aperçoive.

«En transférant ainsi à l'Etat le «rôle parental», il nous sera plus facile, par la suite, de nous accaparer, une par une, de toutes les responsabilités qui avaient été, jusqu'à date, du ressort exclusif des parents. C'est ainsi que nous pourrons faire considérer par tous comme étant un abus contre l'enfant, l'enseignement religieux traditionnel d'origine judéo-chrétienne.

«Dans un même temps, mais à un autre niveau, nous ferons inscrire dans les plus hautes lois des nations, que toutes les reli-

gions, les cultes et les pratiques religieuses de tous genres, y compris la sorcellerie et la magie, doivent toutes être respectées au même titre les unes que les autres. Ce sera par la suite d'une aisance déconcertante que de transférer ce rôle de l'Etat par rapport à l'enfant aux plus hautes instances internationales, telles les Nations-Unies.

«Comprenons bien ceci: Notre but n'est pas de protéger les enfants ou qui que ce soit d'autre, mais bien de provoquer l'éclatement, puis la chute des nations qui sont un obstacle majeur à la mise en place de notre «Nouvel Ordre Mondial». C'est la raison pour laquelle les «Bureaux de Protection de l'Enfance» doivent être investis d'une autorité légale absolue. Ils doivent être en mesure, comme bon leur semblera, mais toujours sous le prétexte de la protection de l'enfant, de pouvoir retirer ces derniers de leurs milieux familiaux originels, et les placer dans des milieux familiaux étrangers ou des centres gouvernementaux déjà acquis à nos principes mondialistes et religieux.

«Par conséquent, sera ainsi achevée la brisure définitive de la «cellule familiale occidentale». Car sans la protection et la surveillance de leurs parents originaux, ces enfants pourront ainsi être définitivement handicapés dans leur développement psychologique et moral, et représenter, par voie de conséquence naturelle, des proies facilement adaptables à nos visées mondialistes.

«Pour la réussite assurée d'une telle entreprise, il est primordial que les fonctionnaires travaillant dans ces «Bureaux» au service de l'Etat, soient jeunes, sans expérience passée, imbus de théories que nous savons vides et sans efficacité, et surtout, soient obsédés par l'esprit missionnaire de grands protecteurs de l'enfance menacée. Car pour eux, tous les parents doivent représenter des criminels en puissance, des dangers potentiels au bien-être de l'enfant ici considéré comme étant un «Dieu».

Nous voyons donc que ce qui inspire nos gouvernements et leur DPJ et autres «Bureaux de Protection de l'Enfance», ce sont les principes du communisme et de la franc-maçonnerie, ennemis du christianisme.

Abus de pouvoir

Dans son rapport, la Commission Laurent prétend vouloir venir en aide aux parents, mais veut en même temps élargir le pouvoir de l'Etat. Pour soi-disant défendre les droits de l'enfant et s'ingérer dans la famille, on veut confier à l'Etat et la DPJ un maximum de pouvoir.

On dira qu'il est normal de retirer les enfants de leur milieu familial lorsqu'ils y subissent des mauvais traitements, de la violence physique, des abus, etc. L'intention de protéger les enfants est louable, mais comme il arrive dans beaucoup de cas, le diable se cache dans les détails et les applications de cette loi.

Par exemple, les cas de violence contre des enfants représentent moins de 5 pour cent des interventions des employés de la DPJ, qui doivent intervenir toutes les fois qu'une plainte anonyme est faite contre une

famille. (En réalité, la police pourrait très bien s'occuper si besoin est de ces cas de violence familiale.) Plusieurs de ces dénonciations anonymes ont pour origine des querelles de voisins, ou bien lorsqu'on juge que les valeurs transmises par une famille ne correspondent pas au «meilleur intérêt» de l'enfant. C'est ce qui fait que plusieurs bons parents se font retirer injustement leurs enfants par la DPJ.

Le projet de loi dit que le motif pour retirer un enfant est l'intérêt de l'enfant, mais le projet de loi ne définit pas ce qu'est cet intérêt. C'est le sens qu'on peut donner aux fameux mots magiques «meilleur intérêt de l'enfant» qui est sujet à interprétation, et qui peut être défini par l'État d'une manière totalement contraire aux convictions des parents naturels. Si un voisin, ou l'État, n'aime pas les valeurs chrétiennes que vous voulez transmettre à vos enfants, il vous dénoncera, et des intervenants de la DPJ feront irruption chez vous.

Ou bien, si votre enfant demande à changer de sexe (disons qu'il est né biologiquement garçon et qu'il veut devenir une fille) et que vous refusez, vous irez contre ses désirs, donc contre «le meilleur intérêt» de l'enfant. Un exemple d'actualité: aujourd'hui, on a besoin de l'autorisation des parents pour la vaccination de leurs enfants; avec cette nouvelle loi, c'est le désir de l'enfant qui prévaudrait, et non la volonté des parents. De plus, le projet de loi 15 dit que chaque enfant aura un avocat, qui lui demandera ce que sont ses souhaits. S'il veut changer de sexe, qu'il en soit ainsi, dira son avocat!

Démanteler la DPJ

Mme Andrée Ruffo, une ancienne juge au Tribunal de la Jeunesse pendant plusieurs années, a vu elle-même plusieurs abus commis par la DPJ, et elle ne mâche pas ses



Andrée Ruffo

mots pour dénoncer ces abus, et réclamer tout simplement le «démantèlement» de Protection Jeunesse. On peut lire dans un article de l'agence QMI daté du 20 janvier 2020 paru dans le Journal de Montréal:

«L'ex-juge Andrée Ruffo estime que le temps est venu de démanteler la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ). «Bien sûr qu'il faut démanteler la DPJ. Pour moi, il n'y a aucun doute», a-t-elle confié en entrevue à QUB radio.

«Maintenant à la retraite, Mme Ruffo réagissait à un jugement du Tribunal de la jeunesse qui a dévoilé mardi les sévices subis par le frère de la fillette martyre de Granby. Elle est d'avis qu'il en revient à la famille élargie et à la communauté de prendre la responsabilité de l'enfant, non pas à la DPJ.

«La responsabilité des enfants, ça appartient aux parents», a-t-elle fait savoir... «Ce n'est pas à l'État de s'occuper des enfants en premier lieu, a-t-elle ajouté. Pre-

mièrement les parents, deuxièmement la communauté, et ensuite (l'État) ultimement, mais ça, ce sera 10 %, ce ne sera pas des centaines de milliers d'enfants."

«Est-ce qu'il est temps de lancer une commission d'enquête sur la DPJ? "C'est plus que temps", a indiqué Mme Ruffo. Si, à son avis, la commission Laurent a ses mérites, il faut d'ailleurs faire attention au choix des personnes qui y témoignent, puisque trop d'entre elles sont en fonction à la DPJ... "J'aimerais bien qu'on repense la fameuse confidentialité, la confidentialité qui protège la DPJ. [...] Pourquoi c'est si sacré? Parce qu'on protège la DPJ", a également souligné Andrée Ruffo.

«L'ex-juge s'est dite extrêmement inquiète du manque de transparence de la DPJ, même envers les familles d'accueil qui reçoivent les enfants sans connaître les difficultés qu'ils ont traversées. "Prenez l'exemple dans une famille d'accueil où on a deux grands garçons de 12-13 ans qui ont été abusés et qui sont des abuseurs, a-t-elle

souligné. La travailleuse sociale place deux enfants de 8-9 ans dans cette famille-là, eh bien une demi-heure après ces enfants-là sont abusés par les grands garçons, mais personne n'a dit que ces enfants-là, les plus grands, avaient été des abuseurs.»

En conclusion, l'Etat devrait respecter l'autorité des parents, aider les parents qui ont des problèmes, leur donner un soutien, et non pas les tasser complètement et s'emparer de leurs enfants. (À ce sujet, un site intéressant à consulter est lespapas.org, qui donne de très bonnes suggestions pour modifier le projet de loi 15 pour le rendre plus respectueux de la primauté parentale.) Que la sainte famille de Jésus, Marie et Joseph protège nos familles, protège les parents et les enfants, et protège la primauté parentale !

Alain Pilote



Que Dieu nous préserve de toutes ces lois infernales et de la guerre nucléaire.

Nouveau déni de la mission des parents au Canada

Viendra-t-il enfin, bientôt, le jour où nos élus du Canada et leurs acolytes comprendront que devenir parents ne se limite pas à mettre des enfants au monde et, peu après, à les confier à un Centre de la petite enfance?

Voilà le questionnement qui m'a monté au cœur et à l'esprit en lisant sur Internet, le 15 novembre 2021, le contenu du discours de M. Justin Trudeau, paru sous le titre: Services de gardes d'enfants à 10 \$ par jour pour les familles de l'Alberta.

L'exposé de M. Trudeau, exprimé en terre albertaine, mais qui prônait pour l'ensemble de la population canadienne la nécessité pour les parents d'abandonner le soin et l'éducation de leurs enfants à des personnes de l'extérieur dès leur première enfance (0 à 6 ans), m'a profondément indignée. Qu'il me suffise de résumer brièvement, ce que je retiens de ce discours:

«Parents, sachez-le bien: assurer le meilleur départ dans la vie de vos enfants vous commande de le confier à un service de garde éducatif. Cela vous permettra — hommes et femmes en grand nombre — de réintégrer le monde du travail salarié. En fin de compte, cela aura pour effet d'aider à la croissance économique du Canada.»

Des paroles agréables à entendre? Pas pour moi, fondatrice du Centre international de recherche et d'éducation familiale (CIREF), et sa directrice depuis plus de deux décennies. Elles m'invitent plutôt à exprimer haut et fort: Quel grave déni de la famille traditionnelle ! Et quels graves enjeux pour la santé mentale de nos enfants et de nos jeunes !

Oui, en ces temps particuliers où les familles devraient être solidement appuyées



Les enfants ont besoin de leurs parents

par des agents formateurs des parents dans la mission qui leur est confiée et non être remplacées par autres personnes. Monsieur Trudeau, son gouvernement et ses fonctionnaires jouent le jeu de la cabale internationale qui dissémine diverses philosophies anti-famille.

Personnellement, j'ai hâte qu'adviennent des jours meilleurs où nos élu(e)s auront in-

tériorisé en vérité le concept que la petite enfance de 0 à 6 ans est un temps précieux où tout enfant est appelé à se structurer dans un contexte familial de développement intégral. Sans doute, y découvriront-ils/elles son besoin et son droit de connaître et de jouir de son milieu familial, et aussi d'apprendre à poser des bases solides à la construction de sa personne avec l'aide de ses parents.

Instaurer un régime universel de garderies ne serait-il pas répéter pour l'ensemble des petits Canadiens, la grave erreur faite hier dans l'éducation en pensionnat des enfants autochtones ? En privant nos enfants de la vie familiale, nous les marquerons négativement sur le plan affectif et social, et cela pour toujours.

Je tiens à évoquer la réponse percutante donnée, le 15 mars 1997, par le regretté Pierre Bourgault à Madame Anne-Marie Dussault qui l'interrogeait à TéléQuébec au sujet de la maternelle à plein temps pour les enfants de 5 ans. Avec conviction, il affirmait:

« C'est une erreur que les parents abandonnent leurs enfants ! C'est une proposition faite sur mesure pour les parents, mais pas pour les enfants. Ce n'est pas bon pour le développement de leur affectivité. »

Voilà ce que je crois bon d'exprimer pour que viennent des jours meilleurs pour tous les enfants du monde, qui ont droit à une véritable enfance dans une véritable famille.

Solange Lefebvre-Pageau, inf. M. Sc.

Fondatrice et directrice
Centre international de
recherche et d'éducation
familiale ciref.ca



Journal Vers Demain

Bureau et adresse postale :

Maison St-Michel

1101 Rue Principale

Rougemont, Qc. J0L 1M0

Abonnez-vous !

Tarif pour l'abonnement :

20.00 \$ pour 4 ans

**Aidez-nous à répondre
cette circulaire !**

Par vos dons...

Par vous-même... commandez des
circulaires gratuites.

**S.V.P., envoyez votre chèque au nom de
Journal Vers Demain**